

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-589

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Défense »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Environnement et prospective de la politique de défense	0	1 000
Préparation et emploi des forces	1 000	0
Soutien de la politique de la défense	0	0
Équipement des forces	0	0
TOTAUX	1 000	1 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Transférer 1 000 euros du programme 144 – Environnement et prospective de la politique de défense de l'action 08 – Relations internationales et diplomatie de défense vers le programme 178 – Préparation et emploi des forces de l'action 01 – Planification des moyens et conduite des opérations

Amendement d'appel.

Il y a maintenant 25 ans, Jacques Chirac supprimait le service militaire obligatoire, pour – nous avait-on dit – professionnaliser l'armée. Quelques années plus tard, les résultats sont là, l'armée est certes professionnelle mais elle est aussi confidentielle. 270 000 militaires en comptant les réservistes... quand les États-Unis sont forts de 2 260 000 militaires professionnels et 86 000 réservistes...

Malheureusement, dans le même temps, un certain nombre de puissances continuent de se renforcer et de peser sur l'échiquier géopolitique, comme par exemple la Turquie qui n'a pas caché ces dernières années son hostilité croissante à l'encontre de la France, notamment.

Comment aussi ne pas prendre en considération la Guerre en Ukraine contre la Russie ou encore celle en Israël contre le Hamas ?

Quoi qu'il en soit, la récente guerre entre le Hamas et Israël nous enseigne que le service militaire est loin d'être une question à éluder. En quelques jours, Israël appelé 360 000 réservistes ; tous capables de prendre les armes car tous sont passés par le service militaire.

Face aux enjeux géopolitiques que nous connaissons, cette force de réaction est à saluer et pourquoi pas à imiter. Non pas à l'identique, mais en en conservant l'esprit pour permettre à la France de réagir en cas d'attaques intérieures comme extérieures.

Quelle est donc la stratégie du Gouvernement à ce sujet ?